

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE



COMMUNE D'ALBIEZ MONTROND

Chef-lieu

73 300 Albiez Montrond

Tél. 04 79 59 30 93

## ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET PLUVIALES

# SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE D'ALBIEZ MONTROND (73)

Prestataire(s)

**Profils**  
Etudes

Agence de CHAMBERY

17 rue des Diabls Bleus

73000 CHAMBERY

Tél. 04 79 26 59 29

[www.profilsetudes.fr](http://www.profilsetudes.fr)



Désignation de la pièce

## Rapport de phase 4

Schéma directeur et notice de zonage d'assainissement

Référence de pièce

C73-013RH202-Phase4-a

Echelle

-

Révision(s)

Ind.a — 13/09/2021 – MDR/JRO – Version initiale

Ind.b

Ind.c

Ind.d

Ind.e

Ind.f

# SOMMAIRE

<b>1. PREAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>2. ASPECT REGLEMENTAIRE .....</b>	<b>5</b>
2.1. CADRE JURIDIQUE .....	5
2.2. DIRECTIVE EUROPEENNE – 1991 .....	5
2.3. LOI SUR L'EAU.....	5
2.4. DECRET DU 3 JUIN 1994 – ARRETE DU 21 JUILLET 2015 MODIFIE PAR L'ARRETE DU 24 AOÛT 2017 .....	6
2.4.1. GESTION DE L'ASSAINISSEMENT : PRINCIPALES OBLIGATIONS .....	6
<b>3. PRESENTATION DU CONTEXTE.....</b>	<b>7</b>
3.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE .....	7
3.2. DEMOGRAPHIE .....	8
3.2.1. POPULATION PERMANENTE .....	8
3.2.2. POPULATION TOURISTIQUE.....	9
3.3. LOGEMENTS .....	10
3.4. ACTIVITES .....	11
3.5. AGRICULTURE ET UGB .....	11
3.6. PERSPECTIVES D'URBANISME .....	12
<b>4. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>15</b>
4.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	15
4.1.1. REGLEMENTATION GENERALE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	15
4.1.2. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	15
4.1.3. ORGANISATION DE L'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE .....	16
4.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	18
4.2.1. RAPPEL SUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	18
4.2.2. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	18
4.2.3. LE PRETRAITEMENT .....	19
4.2.4. EPURATION ET EVACUATION.....	20
4.2.5. AUTRES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	20
4.2.6. CONFORMITE DES ABONNES EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	20
<b>5. PROPOSITION DE SCENARIOS DE TRAVAUX.....</b>	<b>22</b>
5.1. PRESENTATION DES SCENARIOS PROPOSES.....	22
<b>6. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>23</b>
6.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	23
6.1.1. ZONES CONCERNEES.....	23
6.1.2. ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	23
6.1.3. REPERCUSSIONS FINANCIERES SUR LE PRIX DE L'EAU .....	24
6.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	25
6.2.1. ZONES CONCERNEES.....	25
6.2.2. DESCRIPTION DES FILIERES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	25
6.2.3. ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	25
6.2.4. COUT DU PROJET ET REPERCUSSIONS FINANCIERES .....	26
<b>7. CONCLUSION .....</b>	<b>28</b>
<b>8. ANNEXES .....</b>	<b>29</b>

Historique des versions :

Version	Date	Rédaction	Contrôle	Modification
Ind.a	13/09/2021	MDR	JRO	Version initiale

# 1. PREAMBULE

La commune d'Albiez Montrond gère en régie le réseau d'assainissement et a décidé d'engager la réalisation d'un diagnostic de l'ensemble du système d'assainissement.

Le transfert de la compétence assainissement à la Communauté de Communes Cœur Maurienne Arvan n'est à ce jour pas réalisée et s'effectuera au plus tard au 1<sup>er</sup> Janvier 2026.

Le dernier schéma directeur réalisé par EDACERE date de 2005

Les enjeux du schéma directeur d'assainissement sont multiples :

- Une attention portée à la sensibilité des milieux récepteurs avec une réglementation plus forte et des contraintes spécifiques localement
- La prise en compte de toutes les contraintes d'environnement comme la prise en compte des zones humides, des espaces naturels et Natura 2000, des contraintes liées aux risques naturels sur le territoire etc.;
- Une évolution urbaine et touristique du territoire, et la nécessité de la mise en cohérence des données ;
- Une réglementation relative aux systèmes collectifs et non collectifs qui a évolué (nouvel arrêté en 2015) ;
- Un contexte réglementaire lié à la Loi NOTRe en pleine évolution ;
- Des attentes des services de l'état plus élevées (en matière de garantie de protection des milieux ;
- La prise en compte de la gestion patrimoniale dans l'élaboration de l'étude et des scénarios économiques

Le volet assainissement se déroule selon les quatre phases principales suivantes :

- Phase 1 : Etat des lieux, Analyse de la situation actuelle et création d'une base SIG
- Phase 2 : Analyse du fonctionnement du réseau et perspectives de développement
- Phase 3 : Proposition et chiffrage des scénarios
- Phase 4 : Finalisation du schéma directeur et élaboration de la notice et plan de zonage

Le volet eau pluviale se déroule selon les 2 phases principales suivantes :

- Phase 1 : Etude hydraulique des zones à urbaniser
- Phase 2 : Production de la notice et du plan de zonage

**Le présent document constitue la Phase 4 « Schéma directeur et notice de zonage ». Ce rapport rappelle les choix des scénarios d'assainissement retenus par la commune et les principales conclusions de l'étude. Il comprend également les modifications au zonage d'assainissement.**

## 2. ASPECT REGLEMENTAIRE

### 2.1. CADRE JURIDIQUE

La réglementation applicable en matière d'épuration des eaux usées repose sur la Directive Européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991, ainsi que sur la loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application.

### 2.2. DIRECTIVE EUROPEENNE – 1991

La directive européenne relative au traitement des eaux résiduaires urbaines a fixé, pour l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne, des objectifs concernant la collecte, le traitement et le rejet des eaux urbaines résiduaires. Cette directive a été retranscrite en droit français par la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et le décret n°94-469 du 4 juin 1994.

### 2.3. LOI SUR L'EAU

La loi sur l'Eau a renforcé les dispositions concernant l'assainissement, dont la responsabilité d'organisation et de contrôle incombe aux communes.

L'article 35 de la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 complété du Code des Collectivités Territoriales par l'article L 2224.10 prévoit, après enquête publique, que les communes ou leur établissement public de coopération délimitent :

- La ou les zones relevant de l'assainissement collectif, où la collectivité compétente doit assurer le financement (investissement et exploitation) des équipements d'assainissements collectifs permettant la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet au milieu naturel ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées. La collectivité devra également se charger de la gestion, de la valorisation et du stockage des boues excédentaires d'épuration issues du traitement. Les coûts du service seront répercutés sur le prix de l'eau (redevance) pour les usagers bénéficiant du service ;
- La ou les zones relevant de l'assainissement non collectif, où la collectivité compétente est tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif et si elle le décide, leur entretien. Le conseil et l'assistance technique aux usagers seront assurés par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) du groupement de communes. Le financement des équipements (investissement et exploitation) d'assainissement non collectif revient aux particuliers, la maîtrise d'ouvrage est privée. Les coûts du SPANC seront facturés forfaitairement aux usagers bénéficiant du service, service fait.

#### Remarques :

- L'assainissement non collectif (ou assainissement autonome mentionné par le Code de la Santé Publique) est défini comme « tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».
- A titre d'illustration, un assainissement dit « regroupé » pour un hameau ou un groupe d'habitations pourra relever de l'assainissement collectif si les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique, et de l'assainissement non collectif dans le contraire.

Les plans de zonage approuvés, après enquête publique, constituent une pièce importante opposable aux tiers, annexée aux documents d'urbanisme communaux (P.L.U.).

En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement (Rappel : ce dernier ne donne pas de droit à construire. Se reporter aux documents d'urbanisme).

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement. Il peut être modifié :

- Après enquête publique, notamment pour tenir compte des contraintes nouvelles d'urbanisme,
- Après simple délibération de la collectivité valant « mise à jour » du zonage,
  - Lorsqu'à la suite de l'achèvement de travaux d'assainissement collectif tout ou partie d'un secteur classé en « zone d'assainissement collectif futur » devient du fait de ces travaux une « zone d'assainissement collectif immédiat » (mise en concordance du zonage d'assainissement avec la réalité de terrain) ;
  - Lorsque sur demande écrite et argumentée un abonné raccordable sollicite de transférer sa parcelle d'une « zone d'assainissement collectif immédiat » vers une « zone d'assainissement non collectif » (mise en concordance du zonage d'assainissement avec la réalité de terrain).

**Remarque sur la portée du zonage d'assainissement : Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997.**

« La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- Ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. »

## 2.4. **DECRET DU 3 JUIN 1994 – ARRETE DU 21 JUILLET 2015 MODIFIE PAR L'ARRETE DU 24 AOUT 2017**

Ces textes, relatifs à la collecte et au traitement des eaux usées fixent notamment les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement.

L'article 16 du décret du 3 juin 1994, impose aux communes l'élaboration d'un programme d'assainissement, objet de l'étude du schéma directeur intercommunal.

### 2.4.1. **Gestion de l'assainissement : principales obligations**

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose :

- Pour l'assainissement collectif (R 2224-11 à R 2224-16) :
  - Les eaux entrant dans un système de collecte des eaux usées doivent, sauf dans le cas de situations inhabituelles, notamment de celles dues à de fortes pluies, être soumises à un traitement avant d'être rejetées dans le milieu naturel, dans les conditions fixées aux articles R. 2224-12 à R. 2224-17;
- Pour l'assainissement non collectif (L 2224-8) :
  - La collectivité assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

### 3. PRESENTATION DU CONTEXTE

Le présent document expose le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Albiez Montrond et notamment les choix en matière de délimitation du zonage d'assainissement.

**Le zonage d'assainissement des eaux usées définit uniquement le statut des parcelles cadastrales au regard du traitement des eaux usées. Il ne donne pas de droit à construire. Ce dernier relève exclusivement des documents d'urbanisme des communes.**

#### 3.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune d'Albiez Montrond est un village situé entre 1 550 mètres et 2 200 mètres d'altitude et voisine des communes d'Albiez le Jeune et de Fontcouverte la Toussuire.

La commune se situe dans le massif de l'Arvan-Villards, sur un plateau qui domine la vallée de la Maurienne, face aux Aiguilles d'Arves.

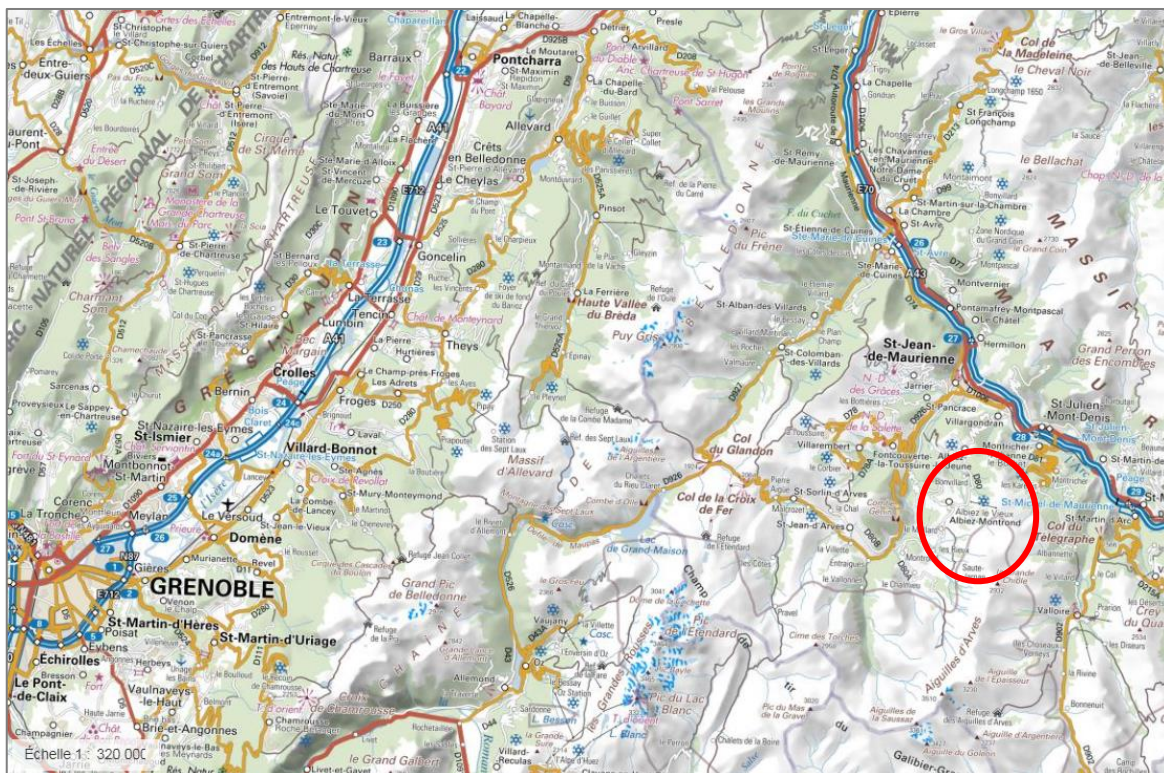
De nombreux hameaux sont disséminés sur le territoire de la commune répartis entre 753 mètres et 1 595 mètres :

- |                            |                           |
|----------------------------|---------------------------|
| ■ Le Plan ou Chef-lieu ;   | ■ Le Mollard ;            |
| ■ La Cochette ;            | ■ La Saussaz ;            |
| ■ Le Collet d'en Haut ;    | ■ La Villette ;           |
| ■ Le Collet d'en Bas ;     | ■ La Ville ;              |
| ■ La Colonne et Carreley ; | ■ Le Chalmieux ;          |
| ■ Le Fregny ;              | ■ Le Gouthier ;           |
| ■ Gevoudaz ;               | ■ Les Rieux sur Montrond. |

La commune d'Albiez Montrond fait partie du territoire de la Communauté de Communes Cœur de Maurienne Arvan (3CMA) qui regroupe 14 communes au total.



Fig. 3-a : Plan de localisation (source : Géoportail)

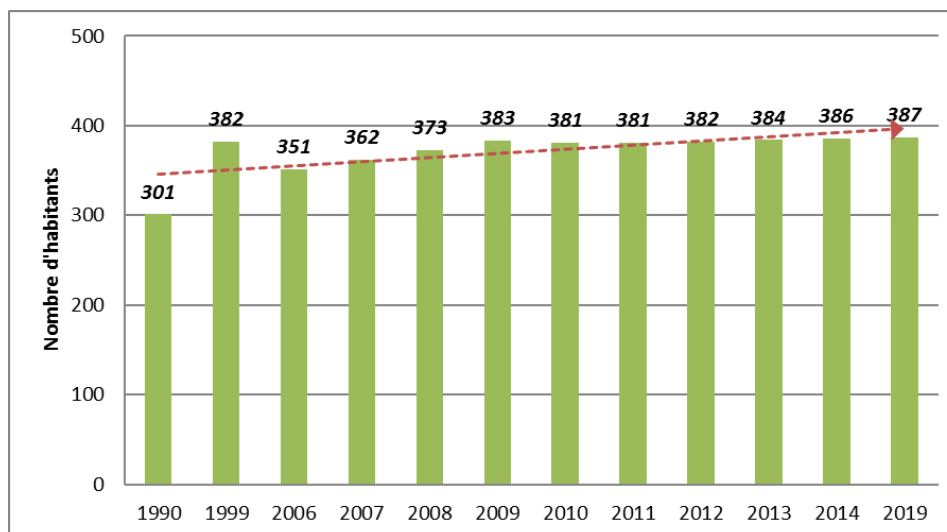


## 3.2. DEMOGRAPHIE

### 3.2.1. Population permanente

La population de la commune a été étudiée sur les 12 dernières années disponibles (INSEE). Le graphique suivant montre son évolution :

Fig. 3-b : Evolution de la population de la commune d'Albiez Montrond entre 1990 et 2019 (source : INSEE)





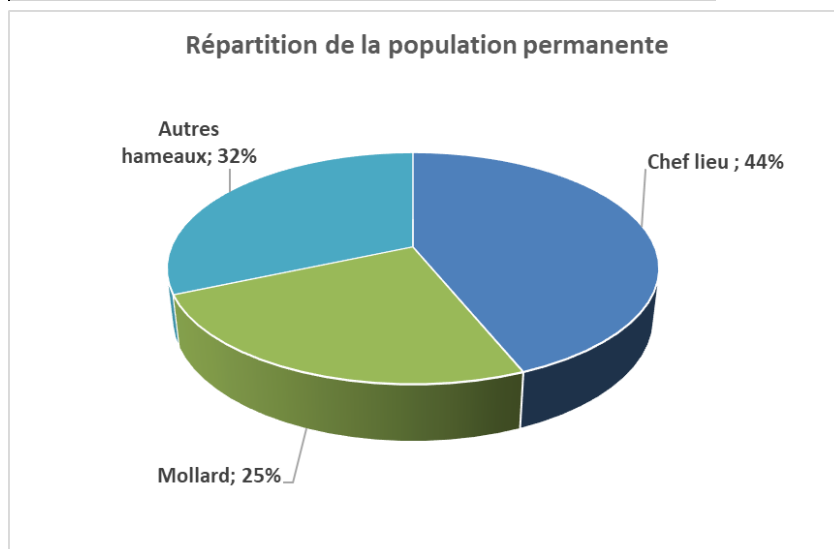
La population fluctue très peu (évolution inférieure à 0,1%/an). Néanmoins elle montre tout de même une évolution positive depuis les 12 dernières années avec une augmentation moyenne annuelle de 0,75% par an de 2006 à 2019.

Selon le schéma directeur d'assainissement réalisé en 2005 par le cabinet Edacere, 68% de la population permanente résidait au niveau du Chef-lieu et du Mollard.

Plus précisément, en reprenant la répartition proportionnelle des habitants établie en 2005, on trouve le résultat suivant :

**Tableau 3-a** : Répartition de la population (source étude Edacere 2005)

Albiez Montrond	Répartition de la population en 2005, SDA EDACERE		2019
	Nombre	%	Nombre
<i>Gevoudaz</i>	12	3%	13
<i>Les Collet</i>	9	2%	10
<i>La Colonne</i>	0	0%	0
<i>Belleville</i>	2	1%	2
<i>La Cochette</i>	17	5%	18
<i>Le Chef lieu</i>	160	44%	170
<i>Le Mollard</i>	90	25%	95
<i>La Villette</i>	11	3%	12
<i>Le Frégny</i>	9	2%	10
<i>Les Rieux</i>	3	1%	3
<i>La Saussaz</i>	22	6%	23
<i>Le Gouthier + Chalmieu</i>	21	6%	22
<i>La ville (=Montrond)</i>	9	2%	10
<b>TOTAL commune</b>	<b>365</b>		<b>387</b>



La population permanente se concentre effectivement sur la partie centrale de la commune : Chef-lieu et le Mollard.

### 3.2.2. Population touristique

La population est soumise à une variation saisonnière qui correspond principalement au surcroît de fréquentation touristique.

Pour estimer la population touristique, il faut prendre en compte le nombre de lits touristiques, leur répartition entre les hameaux ainsi que le taux de remplissage observé.

En 2019, la capacité d'accueil de la commune, estimé par l'observatoire Savoie Mont Blanc, est de 5 587 lits touristiques répartis dans 778 structures marchandes et non marchandes.

Les structures marchandes sont réparties de la manière suivante :

<b>Albiez Montrond - Capacité d'accueil touristique</b>		
<b>Meublés classés</b>	Nombre de structure	92
	Capacité en nb de lits	604
<b>Résidences de tourisme classées et résidences non classées</b>	Nombre de structure	3
	Capacité en nb de lits	961
<b>Nb d'hôtels</b>	Nombre de structure	1
	Capacité en nb de lits	68
<b>Hotellerie en plein air</b>	Nombre de structure	1
	Capacité en nb de lits	60
<b>Centre et villages vacances, auberge de jeunesse et maisons familiales</b>	Nombre de structure	5
	Capacité en nb de lits	472
<b>Refuge et gîtes d'étape</b>	Nombre de structure	2
	Capacité en nb de lits	52
<b>Chambres d'hôtes labellisées Clévacances et Gîtes de France</b>	Nombre de structure	0
	Capacité en nb de lits	0
<b>Total Nombre de structures</b>		<b>104</b>
<b>Total Capacité nb de lits</b>		<b>2 217</b>

En outre, il est comptabilisé plus de 3 370 lits touristiques non marchands (résidences secondaires, meublés non classés) répartis dans 674 structures.

### 3.3. LOGEMENTS

La commune compte 1 209 logements tout type confondu en 2017 (source INSEE).

**Tableau 3-b :** Catégorie de logements (source : INSEE)

	2007	2012	2017	Augmentation entre 2007 et 2017	% /an
<b>Total</b>	<b>951</b>	<b>1 134</b>	<b>1 209</b>	<b>+258</b>	<b>+ 0,04 %</b>
Résidences Principales	160	175	176	+ 16	+ 0,02 %
<b>Résidences secondaires ou logement occasionnels</b>	<b>788</b>	<b>932</b>	<b>1 023</b>	<b>+ 235</b>	<b>+ 0,03 %</b>
Logements vacants	3	27	10	+ 7	+ 0,55 %
Maisons	282	372	409	+ 127	+ 0,06 %
Appartements	670	762	800	+ 130	+ 0,03 %

Du fait de son activité touristique, les logements occasionnels ou résidences secondaires sont les plus répandus, soit 85% des logements totaux. Entre 2007 et 2017, le nombre de résidences secondaires ou occasionnelles a augmenté de manière plus importante que les résidences principales.

### 3.4. ACTIVITES

Le tableau ci-dessous présente la répartition par type d'activités des entreprises présentes sur la commune d'Albiez Montrond :

Type d'activités	Nombre
Agriculture, sylviculture et pêche	12
Industrie	2
Construction	9
Commerce, transport et services divers	156
Administration publique, enseignement, santé & activité sociale	33
<b>Total Entreprises actives au 31/12/2015</b>	<b>212</b>

L'activité économique de la commune est essentiellement dominée par le commerce, le transport et les services divers représentant pratiquement 75% des entreprises.

Viennent ensuite les administrations publiques avec la présence de 33 entreprises.

### 3.5. AGRICULTURE ET UGB

En dehors du tourisme, la commune conserve une activité agricole importante. Elle comptait en 2010 un nombre de 25 exploitations, regroupant 826 UGBTA (alimentation totale), d'après les chiffres du Ministère de l'Agriculture.

Selon le PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable) réalisé en 2016, il resterait 24 exploitations agricoles. Suite aux échanges avec la commune, il resterait actuellement 21 exploitations agricoles.

Le tableau ci-dessous présente les données générales des exploitations agricoles de la commune d'Albiez Montrond :

Source : Ministère de l'agriculture, Agreste - Résultats recensement / <a href="http://recensement-agricole.agriculture.gouv.fr">http://recensement-agricole.agriculture.gouv.fr</a>		Ensemble des exploitations				
		1988	2000	2010	2016 (source : PADD)	2020 (source : commune)
<b>Exploitation agricole</b>	<i>nombre</i>	43	33	25	<b>24</b>	<b>21</b>
<b>Travail</b>	<i>unité de travail annuel</i>	76	43	32	-	-
<b>Superficie agricole utilisée</b>	<i>hectare</i>	1 104	1 176	1 219	-	-
<b>Cheptel</b>	<i>UGB</i>	904	937	826	<b>608</b>	-

La répartition des exploitations, communiquée par la commune, est la suivante :

- 2 au hameau de la Cochette
- 9 au Chef-lieu
- 4 au hameau du Mollard
- 1 au hameau les Rieux
- 1 au hameau La Saussaz
- 4 au hameau de Chalmieu Gouthier

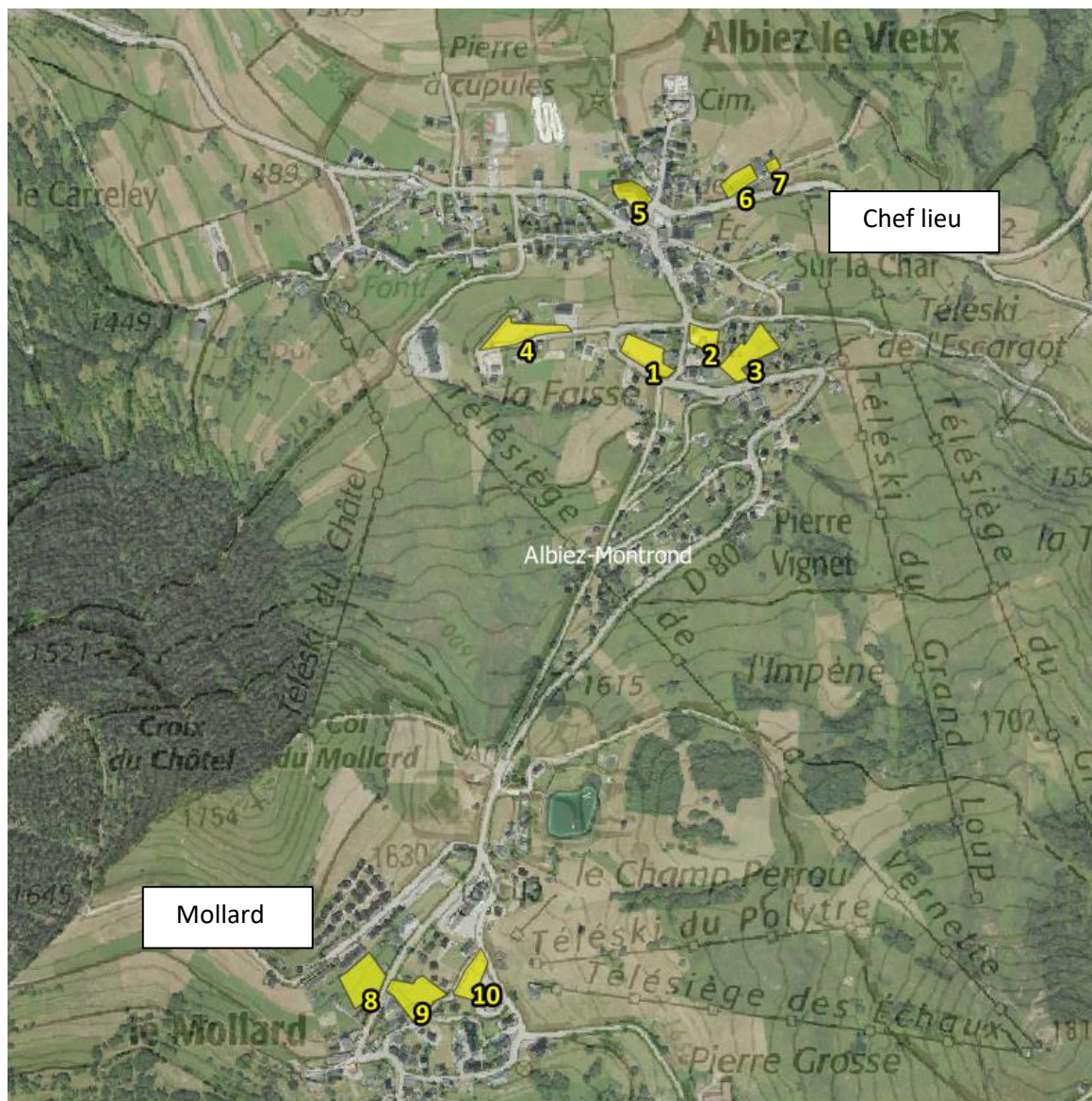
### 3.6. PERSPECTIVES D'URBANISME

Le document d'urbanisme en vigueur sur la commune est le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 14 février 2014.

Dix secteurs de développement sont identifiés dans le document d'Orientations d'Aménagement et de Programmation dont 7 se situent au Chef-Lieu et 3 se situent au Col du Mollard. La surface et le nombre de lits prévus pour ces programmes sont rappelés dans le tableau de synthèse suivant :

		Surface (en m²)	AEP	EDF	Assainisse- ment	Lits touristiques Surface maximale de plancher	Classement
<b>Chef-lieu</b>							
Secteur du Cinéma	Secteur 1	2800	Oui	Renforce- ment à prévoir	Oui	160 à 180 2700 m²	Ub
	Secteur 2	1700	Oui		Oui	30 à 50 750 m²	Ub
	Secteur 3	3500	Oui		Oui	110 à 120 1800 m² + 20 à 25 en individuels 375 m²	Ub
Plan de la Fesse – secteur 4		3100	Oui	Transfor- mateur nécessair e	Oui	130 à 140 2100 m²	Ub
Place du Village – secteur 5		1870	Oui	Vérifier suffisance	Oui	75 lits 1500 m²	Ub
Le Loup	Secteur 6	1530	Oui	Oui	Oui	60 à 80 1200 m²	Uc
	Secteur 7	1740	Oui	Oui	Oui	60 à 80 1200 m²	Uc
<b>Sous-total chef-lieu</b>		<b>16240</b>				<b>645 à 750 11 625 m²</b>	
Col du Mollard	Secteur 8	3980	Oui Renforce ment ressource à prévoir	Vérifier suffisance	Oui	180 à 200 3000 m²	2AU
	Secteur 9	3600	Oui Renforce ment ressource à prévoir	Vérifier suffisance	Oui	80 à 100 1500 m² + 25 à 30 individuels 500 m²	2AU
	Secteur 10	2100	Oui	Vérifier suffisance	Oui	160 à 180 2700 m²	Ub
<b>Sous-total Col du Mollard</b>		<b>9680</b>				<b>445 à 510 7700 m²</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>25920</b>				<b>1090 à 1260 19 325 m²</b>	

La majorité des secteurs de développement concerne la création de logements à vocation touristique. Il est prévu seulement sur le secteur 3 (village) la création de logements à destination d'habitation permanent à hauteur de 20 à 25 lits.



L'OAP n°5 a été réalisé courant 2016 avec la création de 75 lits touristiques au niveau de la Place du Village.

Le développement des autres OAP n'est pas prévu à court terme mais prévoit une augmentation de la capacité d'accueil d'environ 680 lits touristique au Chef-lieu et 510 lits touristiques au Mollard.

Par ailleurs, 3 zones 'A Urbaniser' sont identifiées dans le Plan Local d'Urbanisme :

- Hameau de Gevoudaz avec une zone 'AUea', correspondant à une 'Zone A Urbaniser, à vocation artisanale et agricole'
- Hameau de Chalmieu avec une '2AU' ;
- Hameau de Montrond avec une zone '2AU'.

Les zones 2AU correspondent à des secteurs insuffisamment équipés, qui ne pourront être ouverts à l'urbanisation qu'après équipement et modification ou révision du PLU, destiné prioritairement à de l'habitat.



**Fig. 3-c :** Cartographie des zones à urbaniser (source : PLU Albiez Montrond)





## 4. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

### 4.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

#### 4.1.1. Règlementation générale de l'assainissement collectif

La loi sur l'Eau n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 contraint les collectivités compétentes en matière d'assainissement à certaines obligations par rapport au système d'assainissement collectif :

- La collectivité assure le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. (loi n° 2006-1772 codifié par l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales)
- Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la collectivité assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer. (loi n° 2006-1772 codifié par l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales)
- Les eaux entrant dans un système de collecte des eaux usées doivent, sauf dans le cas de situations inhabituelles, notamment celles dues à de fortes pluies, être soumises à un traitement, avant d'être rejetées dans le milieu naturel, dans les conditions fixées aux articles R. 2224-12 à R.2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (Article R. 2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales)
- Les prescriptions techniques minimales applicables à la collecte, au transport, au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement, ainsi qu'à leur surveillance en application des articles R. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, sont fixées par l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 24 août 2017.
- Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte. (Article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique)

#### 4.1.2. Règlement d'assainissement collectif

D'après les dispositions de l'article L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales introduit par la loi sur l'Eau et les milieux aquatiques :

« Les communes et les groupements de collectivités territoriales, après avis de la commission consultative des services publics locaux, établissent pour chaque service d'eau ou d'assainissement dont ils sont responsables, un règlement de service définissant en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

L'exploitant remet à chaque abonné le règlement de service ou le lui adresse par courrier postal ou électronique. Le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement du service ou

de sa mise à jour vaut accuser de réception par l'abonné. Le règlement est tenu à la disposition des usagers. »

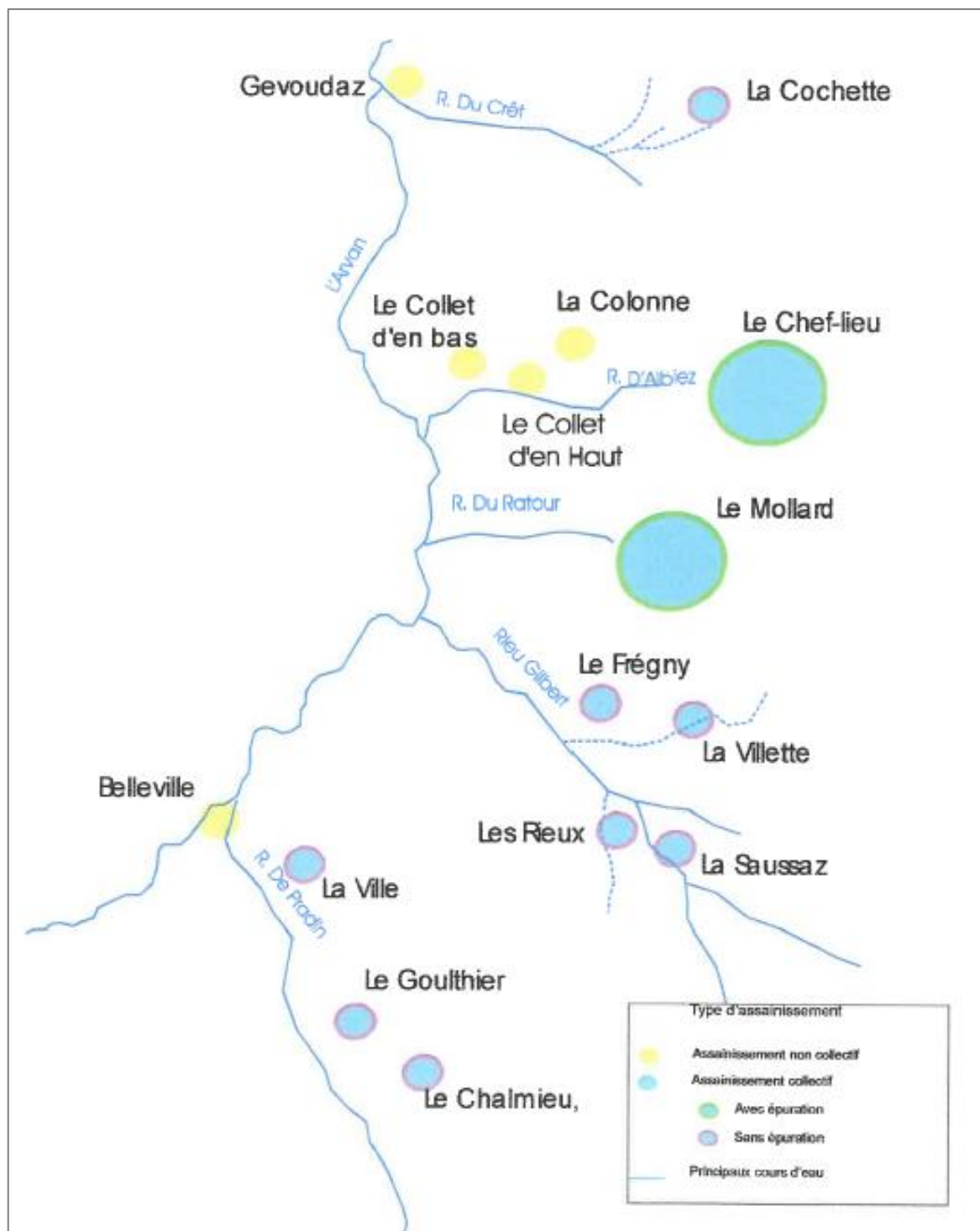
Concernant les rejets non domestiques, les communes n'ont aucune obligation d'accepter leur déversement. Fréquemment, ces déversements sont subordonnés à l'obtention préalable d'une autorisation de la collectivité propriétaire des ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel, conformément à l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation fixe les conditions techniques et financières du raccordement et de déversement des eaux usées non domestiques au système collectif d'assainissement

#### 4.1.3. Organisation de l'assainissement sur le territoire

Il existe plusieurs zones d'assainissement distincts sur le territoire :

- 2 zones composées d'un réseau de collecte où les eaux sont traitées par une unité de traitement, il s'agit du Mollard et du Chef-lieu ;
- 8 zones composées d'un réseau de collecte où les eaux sont rejetées directement au milieu naturel sans traitement, il s'agit de la Cochette ; Le Frégny, La Villette ; La Saussaz ; Les Rieux ; La Ville ; Le Goulthier et Le Chalmieu ;
- 5 zones avec aucun réseau de collecte, il s'agit de Gevoudaz ; le Collet d'en bas ; le Collet d'en haut ; la Colonne et Belleville.

La figure suivante schématise pour chaque hameau le type d'assainissement en place (source : SDA Edacere 2005)



L'unité de traitement d'Albiez Montrond dispose d'une capacité 520 EH en basse saison et de 5 000 EH en haute saison. L'ouvrage a été mis en demeure en 2018 pour la mise en conformité de son système d'assainissement étant jugée non conforme en autosurveillance et en équipement.

Les travaux de mise en conformité ont été engagés fin 2019.

En situation future, au regard des perspectives démographiques envisagées, la STEP sera en mesure de traiter les charges hydrauliques et polluantes supplémentaires.

## 4.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 4.2.1. Rappel sur l'assainissement non collectif

« Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif. » (Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article R. 2224-7).

Les assainissements individuels sont régis par l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, dont les modalités d'application ont été reprises par la norme AFNOR NF XP DTU 64.1, ainsi que par l'arrêté du 21 juillet 2015 pour les dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j. Ils doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique. Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- Un dispositif de prétraitement constitué par une fosse septique toutes eaux ;
- Un dispositif d'épuration et d'évacuation, fonction des conditions de sol et de relief ;
- Tout autre dispositif agréé par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

Le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif est assuré en régie par le SPANC de la Communauté de communes Cœur de Maurienne pour l'ensemble des communes membres. Les missions sont les suivantes :

- Diagnostic et contrôle du bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif
- Contrôle et conception et d'implantation des ouvrages d'assainissement non collectif
- Contrôle de bonne réalisation des ouvrages d'assainissement non collectif
- Conseil et accompagnement des programmes d'aides des organismes publics

### 4.2.2. Règlement d'assainissement non collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement non collectif doivent être précisés dans le règlement local de l'assainissement non collectif.

Les équipements d'assainissement non collectif doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique. Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- Un dispositif de prétraitement constitué par une fosse septique toutes eaux ;
- Une fosse toutes eaux assure le prétraitement commun des eaux vannes (WC) et des eaux ménagères (évier, salles de bains, lave-linge, etc.) ;
- Une fosse septique assure uniquement le prétraitement des eaux vannes. La filière doit alors être complétée par un bac dégraisseur pour le prétraitement des eaux ménagères ;
- Un dispositif de traitement : épuration et d'évacuation, fonction des conditions de sol et de relief.

#### **Précisions relatives aux toilettes sèches :**

L'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5, introduit une section 5 relative au cas particulier des toilettes sèches. L'article 17 autorise explicitement les toilettes sèches (sans apport d'eau de dilution ou de transport) par dérogation de l'article 2 et 3, à condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage ni rejet liquide en dehors de la parcelle, ni de pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Les toilettes sèches sont mises en œuvre :

- Soit pour traiter en commun les urines et les fèces. Dans ce cas, ils sont mélangés à un matériau organique pour produire un compost ;
- Soit pour traiter les fèces par séchage. Dans ce cas, les urines doivent rejoindre le dispositif de traitement prévu pour les eaux ménagères, conforme aux dispositions des articles 6 et 7.

Afin de respecter ces principes, l'article 17 pose des conditions à la mise en œuvre des toilettes sèches qui doivent mettre en place :

- Une cuve étanche recevant les fèces ou les urines ;
- Une aire étanche conçue de façon à éviter les écoulements et à l'abri des intempéries, sur laquelle est vidée la cuve ;
- Une utilisation des sous-produits (compost) valorisés uniquement sur la parcelle et ne générer aucune nuisance.
- En cas d'utilisation de toilettes sèches, l'immeuble doit être équipé d'une installation conforme au présent arrêté afin de traiter les eaux ménagères. Le dimensionnement de cette installation est adapté au flux estimé des eaux ménagères.

### 4.2.3. Le prétraitement

La « Fosse Septique Toutes Eaux » recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m3 pour les logements jusqu'au 5 pièces, il est augmenté de 1 m3 par pièce supplémentaire.

Il s'y déroule deux types de phénomènes :

- Un phénomène physique de clarification par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
- Un phénomène biologique avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La « Fosse Septique Toutes Eaux » assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours. Elle doit être contrôlée et vidangée tous les 2 à 4 ans : en effet, les boues et graisses diminuent son volume utile ; si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

Il existe d'autres systèmes de prétraitement, mais moins performants, utilisés sous réserve d'acceptation par les services de l'état dans certains cas particuliers.

La « Fosse Septique Eaux Vannes » ne recevant que les eaux de W-C., est admise exceptionnellement dans le cas de rénovation d'installations anciennes, si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

Le préfiltre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique.

Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de 1, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval.

Il doit pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant. Il doit effectivement se bloquer et donc déborder en cas de problème.

Il est obligatoire, dans le cas exceptionnel de réhabilitation, de séparer les eaux vannes des eaux ménagères.

#### 4.2.4. Epuration et évacuation

Un épandage souterrain est constitué par des tranchées filtrantes, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents.

Les tranchées filtrantes peuvent être remplacées par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable drainant). Ces dispositifs n'assurent que la fonction traitement. Ils nécessitent donc un dispositif d'évacuation des eaux (puits d'infiltration ou rejet vers le réseau hydrographique).

L'article 12 précise que les eaux usées traitées drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel doit être soumis à autorisation auprès du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

L'article 13 indique que les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puits, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde. Le rejet vers un puits filtrants est soumis à une dérogation.

#### 4.2.5. Autres systèmes d'assainissement non collectif

D'autres systèmes d'assainissement autonomes existent. Ces dispositifs sont agréés par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Les dispositifs agréés sont disponibles sur le site gouvernemental suivant :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement-r92.html>

#### 4.2.6. Conformité des abonnés en assainissement non collectif

Selon le dernier schéma directeur, étaient classés en assainissement non collectif les hameaux de :

- La Cochette ;
- Gevoudaz ;
- Collet d'en Haut ;
- Collet d'en Bas ;
- La Colonne ;
- Belleville ;
- Le Fregny,
- La Villette ;
- Les Rieux ;
- La Saussaz.

Les contrôles des systèmes d'assainissement autonomes, réalisés par le SPANC (compétence de la Communauté de communes Cœur de Maurienne Arvan) ont démarré récemment. Les installations autonomes n'ont pas été toutes contrôlées à ce jour.

Le tableau suivant synthétise les contrôles effectués jusqu'à présent :



**Tableau 4-a** : Synthèse des contrôles effectués par le SPANC

Hameau	Type de résidence	Absence d'installation	Conforme	Non conforme
Collet d'en bas	Principal			2
	Secondaire	2		1
Collet d'en haut	Principal	1		3
	Secondaire	3		1
Gevoudaz	Principal		1	3
	Secondaire		1	1
Les Aplanes	Restaurant			1
Les Manches	Secondaire		1	
Pre valloire	Refuge			1
	Secondaire	1		
Total général		7	3	13

## 5. PROPOSITION DE SCENARIOS DE TRAVAUX

### 5.1. PRESENTATION DES SCENARIOS PROPOSES

Plusieurs scénarios ont été étudiés afin d'analyser les possibilités d'évolution des hameaux en assainissement collectif afin de répondre aux problématiques identifiées sur le territoire.

Les scénarios présentés sont les suivants :

Hameaux	Scénarios étudiés	
	Maintien en assainissement non collectif	Evolution en assainissement collectif
Belleville	X	
La Cochette	X	X
Collet d'en Bas	X	X
Collet d'en Haut	X	X
Gevoudaz	X	X
Le Fregny	X	X
La Villette		X
Les Rieux		X
La Saussaz		X
Chalmieu		X
Gouthier	X	X
Montrond		X
Chef-lieu et Mollard	Pas de scénario d'extension étudié	

Les fiches scénarios sont annexés au présent rapport : **Annexe 1**

Une synthèse des scénarios chiffrés en assainissement collectif et assainissement non collectif est annexé également au rapport : **Annexe 2**

## 6. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

La carte de zonage est présentée en annexe.

### 6.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

#### 6.1.1. Zones concernées

La Commune d'Albiez Montrond a décidé de retenir le déploiement de l'assainissement collectif sur les hameaux suivants :

- A échéance 2027/2031 : Chalmieu et Montrond
- A échéance 2031/2035 : Villette, La Saussaz et Les Rieux
- A échéance 2031/2035 : La Cochette

**Ces secteurs ont fait l'objet de scénarios. Ils sont présentés par les fiches 2 ; 4c et 5b.**

Les cartes de zonage intègrent en zonage collectif :

- **Assainissement collectif immédiat**, correspondant aux zones desservies par un réseau d'assainissement, ne nécessitant pas de travaux supplémentaires à charge de la collectivité. Dans ces zones, le raccordement de toute habitation au réseau est obligatoire selon les règles imposées par le règlement d'assainissement collectif.
- **Assainissement collectif futur**, correspondant aux zones qui seront desservies par un réseau d'assainissement dans le futur, qui nécessitent un investissement de la collectivité et/ou du lotisseur, et éventuellement, l'accord de servitudes de passage.

Lorsque le raccordement des zones d'assainissement collectif futur sera effectif, les propriétaires seront tenus, à leurs frais, dans un délai de 2 ans, de raccorder leur habitation et de mettre hors service leur dispositif non collectif après raccordement.

La non-raccordabilité d'une habitation est appréciée par une étude technico-économique réalisée par l'abonné et communiquée à la commune pour validation. Pour les habitations difficilement raccordables, au sein de la zone d'assainissement collectif, il peut être dérogé à l'obligation de raccordement pour la ou les raisons suivantes :

- Si le coût du raccordement est trop élevé par rapport à l'avantage de se raccorder ;
- Si les modifications techniques sont trop lourdes au regard de la localisation des points de raccordement au réseau communal d'eaux usées ;
- S'il y a des sujétions particulières et lourdes.

Ces exceptions ne s'appliquent que si le système d'assainissement non collectif est conforme et fonctionne parfaitement. Dans le cas contraire, aucune exception ne peut être invoquée.

#### 6.1.2. Organisation du service d'assainissement collectif

Tous les abonnés raccordés bénéficient du service public de l'assainissement collectif.

Ce service public à caractère industriel et commercial (Art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97) est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu : égalité des usagers devant le service.

Plusieurs précisions sont indiquées quant au fonctionnement de ce service :

- Une seule redevance est appliquée pour l'ensemble des abonnés de chaque commune.

- Les abonnés dépendent du service public de l'assainissement collectif dès lors que le réseau d'assainissement dessert leur parcelle.
- La partie privée du branchement à réaliser (du logement jusqu'à la limite de propriété) est à la charge du propriétaire. Dans le cas d'une construction neuve la partie publique du branchement particulier sur le réseau d'eaux usées collectif est à la charge (exécution et paiement) du pétitionnaire de la demande de branchement.
- Dans le cas d'une construction existante, et la réalisation d'une extension du réseau par le service assainissement, le service assainissement réalise le branchement. Il sera facturé au propriétaire desservi, sur la base d'un montant fixé par délibération de la collectivité.
- Le service assainissement assure le contrôle des branchements.
- Les abonnés desservis par les réseaux d'assainissement ont l'obligation de se raccorder. Un délai de deux années est accordé aux abonnés nouvellement desservis. Passé ce délai, une majoration de la redevance assainissement collectif sera appliquée, après mise en demeure.
- Seules les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) sont raccordables dans le cas de réseaux d'assainissement collectif dits séparatifs.
- Les rejets des eaux pluviales et de piscines sont interdits dans le réseau d'eaux usées.
- Le raccordement d'eaux usées issues de processus industriels ou agricoles est soumis à autorisation.
- Une astreinte est assurée 24h/24h afin d'assurer le bon fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement.

### 6.1.3. Répercussions financières sur le prix de l'eau

#### 6.1.3.1. Les coûts de l'assainissement sur l'eau

Les services appliquent le principe comptable (M49) selon lequel « l'eau paie l'eau » (l'eau consommée est facturée afin de couvrir les dépenses de collecte et de traitement avant rejet vers le milieu naturel).

Dans ce budget autonome, les recettes doivent équilibrer les dépenses. Les prix sont fixés par délibération communale.

La tarification actuelle 2021 est présentée dans le tableau suivant (*source : Délibération du conseil municipale – septembre 2020*) :

Abonnement	70€
€/m <sup>3</sup>	2,20€

Le prix de l'assainissement inclut :

#### ■ Les coûts d'exploitation

Le prix du service de l'eau (ramené sur la facture d'eau de l'utilisateur, au mètre cube consommé) correspond à l'ensemble des opérations de collecte, de transit et enfin de traitement pour la protection de l'environnement.

La collecte, le transit et la dépollution sont financées par la redevance assainissement. Cette redevance couvre donc l'entretien et le renouvellement du système d'assainissement collectif.

#### ■ Les coûts d'investissement

Le prix de l'eau inclut une part de financement des nouvelles installations de collecte, de transfert ou de traitement.

En dehors de l'autofinancement à travers les diverses participations (PFAC : Participation au Financement de l'Assainissement Collectif / PFB : Participation aux Frais de Branchement), de l'amortissement technique des installations et du recours à l'emprunt, la collectivité est susceptible de recevoir des aides provenant d'organismes publics.

L'incidence prévisible sur le coût moyen du service de l'assainissement de chaque scénario retenu n'a pas été évalué dans le cadre de cette étude.

#### 6.1.3.2. Les aides publiques potentielles

La multiplicité des acteurs de l'eau pourrait, à priori, entraîner une grande dispersion potentielle des aides à l'investissement. En fait, les financeurs principaux sont beaucoup moins nombreux.

Il peut s'agir des organismes percevant des redevances sur la facture d'eau de l'utilisateur :

- L'Agence de l'Eau dans le cadre de son 10ème programme d'aide : prime pour épuration...
- Le département qui perçoit une partie des impôts locaux.

## 6.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 6.2.1. Zones concernées

Les zones retenues en assainissement non collectif correspondent **au reste du territoire non concerné par les zones colorées**. Pour ces secteurs, le scénario d'assainissement collectif n'a pas été retenu pour au moins une des raisons suivantes :

- Faibles perspectives d'urbanisation
- Eloignement des réseaux existants
- Faible nombre d'habitations concernées
- Difficulté de raccordement qui entraîne un coût important d'investissement et d'exploitation
- Coût élevé par habitation
- Absence ou faible contrainte sanitaire

### 6.2.2. Description des filières d'assainissement non collectif

Pour chaque habitation non raccordée à l'assainissement collectif, une filière d'assainissement non collectif peut être pressentie parmi celles décrites au paragraphe « 4.2. – Assainissement non collectif » en fonction des contraintes de terrain observées. Une étude géotechnique à la parcelle permet de déterminer avec certitude la filière d'assainissement non collectif adaptée.

### 6.2.3. Organisation du service d'assainissement non collectif

La loi sur l'Eau du 30 décembre 2006 transmet aux communes ou groupements de communes des attributions nouvelles en termes de contrôle de l'assainissement non collectif.

L'arrêté du 27 avril 2012 fixe les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ainsi, à l'échelle intercommunale un Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) est en place. Les tâches qui lui sont dévolues sont les suivantes :

- Diagnostic technique des dispositifs d'assainissement non collectif traitant les eaux usées domestiques (ni artisanales, ni agricoles)
- Vérification technique de la conception, l'implantation et la bonne exécution (avant remblaiement) des ouvrages

- Vérification périodique du bon fonctionnement :
  - Bon état des ouvrages
  - Bon écoulement des effluents jusqu'au traitement
  - Accumulation normale des boues dans la fosse septique ou fosse septique toutes eaux
  - Contrôle de la qualité du rejet éventuel
  - Visa de l'entretien et de la vidange par une entreprise agréée

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Le SPANC a pour mission d'assurer un diagnostic technique, il ne constitue pas une police administrative (propre au Maire).

Cependant, la Communauté de communes Cœur de Maurienne Arvan peut appliquer en cas de non-conformité les dispositions prévues par l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique.

Le tableau recensant le nombre d'abonnés au Service Public d'Assainissement Non Collectif et faisant état de l'avancement des contrôles des équipements d'assainissement non collectif existants a été présenté au paragraphe « 4.2.6 – Conformité des abonnés en assainissement non collectif ».

## 6.2.4. Cout du projet et répercussions financières

### 6.2.4.1. Investissement et fonctionnement

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- De la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations)
- De la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.)
- De la nature des sols
- Des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.)
- Du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti)

Les coûts de fonctionnement sont différents selon le type d'assainissement non collectif :

- Vidanges des ouvrages de prétraitement : Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangés au moins tous les huit ans avec une fréquence moyenne conseillée de 4 ans. Le vidangeur doit remettre à l'abonné un bordereau de suivi de déchet attestant de l'élimination réglementaire des produits de la vidange. Le coût de la vidange peut donc être estimé à environ 300 euros tous les 4 ans, soit environ 75 euros par an. Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptibles de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.  
En général, la vidange des fosses est réalisée lorsque le volume de boues atteint 50% du volume de la fosse, soit moitié boues/moitié eaux, estimé à tous les 4 ans.
- Renouvellement des filtres à sables : Un colmatage progressif des filtres à sable est généralement constaté après une dizaine ou une quinzaine d'années de fonctionnement des ouvrages malgré un entretien régulier. Un coût de renouvellement de ces installations est donc à prévoir, il peut être estimé à environ 3 000 € HT/15 ans, soit environ 200 € HT/an.



#### 6.2.4.2. Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

Seuls les contrôles sont organisés par le SPANC de la Communauté de Communes Cœur de Maurienne Arvan :

- Diagnostic et contrôle de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif
- Contrôle de conception et d'implantation des ouvrages d'assainissement non collectif
- Contrôle de bonne réalisation des ouvrages d'assainissement non collectif
- Conseil et accompagnement des programmes d'aide des organismes publics.

Les tarifs liés au contrôle des installations d'assainissement non collectif sont présentés dans le tableau suivant.

**Tableau 6-a** : Tarifs 2019 liés au contrôle des installations d'assainissement non collectif (Source : SPANC Communauté de Communes Cœur de Maurienne Arvan)

Prestations	Montant TTC
Contrôle de conception	120 €
Vérification de la bonne exécution des travaux	75 €
Contrôle initial de conformité	165 €
Contre-visite	75 €
Vérification et fonctionnement de l'entretien	130 €
Contrôle dans le cadre d'une vente	300 €

## 7. CONCLUSION

Cette mise à jour du Schéma Directeur d'Assainissement permet de mettre à jour les zonages d'assainissement en intégrant les modifications ou réalisation du PLU de la commune.

Il constitue un outil d'orientation des choix et de planification des travaux d'assainissement sur une période de 10 à 15 ans.

Le cadre du zonage d'assainissement est le suivant :

■ **Assainissement collectif :**

- Extension de la zone d'assainissement collectif existante aux zones urbaines desservies par le réseau d'assainissement existant, aux zones d'urbanisation immédiates
- Extension de la zone d'assainissement collectif aux zones d'urbanisation future en proximité des réseaux existants ;

Ce choix est toujours cohérent avec les perspectives d'évolution de l'urbanisation à moyen terme et les contraintes mises en évidences dans le cadre de l'étude du schéma directeur d'assainissement ayant abouti au zonage d'assainissement en vigueur.

■ **Assainissement non collectif :**

Le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) est chargé de diagnostiquer la conformité des installations d'assainissement non collectif et de vérifier leur entretien.

Les secteurs d'assainissement collectif futur relèvent de l'assainissement non collectif et par conséquent relèvent de la réglementation du SPANC tant qu'ils ne seront pas branchés sur le réseau collectif.

Par ailleurs les habitations existantes de la zone en assainissement collectif immédiat, considérées comme raccordables pourront déroger à l'obligation de raccordement sur présentation d'une étude technique et financière justifiant la solution non collective par rapport à la solution collective.

L'ensemble étude et mise en conformité des équipements d'assainissement non collectif sera réalisé dans un délai d'un an à compter de la notification de non-conformité. Passé ce délai la boîte de branchement sera posée aux frais du propriétaire et la parcelle sera considérée comme raccordable.

**La délimitation des zones d'assainissement collectif actuel et futur figure sur la carte de zonage jointe au présent document.**

Le zonage d'assainissement des eaux usées définit uniquement le statut des parcelles cadastrales au regard du traitement des eaux usées. Certaines parcelles portant différents statuts au regard des documents d'urbanisme (U et N) peuvent donc être classées en assainissement collectif.

## 8. ANNEXES

**Annexe 1** : Fiches scénarios

**Annexe 2** : Synthèse des scénarios chiffrés en assainissement collectif et assainissement non collectif

**Annexe 3** : Cartographie du zonage d'assainissement